

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1121 du 9 juin 2012 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1121

**EDITORIAL** : Temporiser pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Les euro (James) Bond pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : La question des retraites sera mise « à plat » p. 4 - Poutine, un fin diplomate p. 5 - Suppression des notes dans les écoles p. 5

**CONNAISSANCE DU LIBERALISME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Temporiser

C'est la stratégie bien connue depuis Fabius.

Pas le nôtre évidemment, bien qu'il ait su attendre les signes annonciateurs de la victoire de François Hollande pour se renier et toucher aujourd'hui les dividendes de son tardif ralliement.

Non : je veux parler de Fabius Cunctator, ce général romain qui après la victoire d'Hannibal à Trasimène, réussit à stopper la marche sur Rome de l'armée punique en multipliant les actions de harcèlement sans jamais engager le combat. Il a su temporiser, jusqu'au moment où la revanche a été possible, à Capoue.

Quand on ne peut pas vaincre, on doit harceler pour ne pas disparaître, on doit temporiser.

Temporiser me paraît être la bonne stratégie libérale maintenant, même si nous

sommes dans l'incertitude (relative) du second tour des législatives.

Je me situe dans la perspective de trois scénarios : la cohabitation, l'opposition parlementaire musclée, l'émergence d'une force d'intervention libérale.

Si François Hollande n'a pas de majorité à l'Assemblée Nationale, le gouvernement Ayrault aura vécu si tel est le désir (vraisemblable) de la nouvelle Assemblée : « *Lorsque l'Assemblée nationale adopte une motion de censure ou lorsqu'elle désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du gouvernement, le Premier ministre doit remettre au président de la République la démission du gouvernement* » (article 50 de la Constitution). C'est alors une nouvelle cohabitation qui s'imposera. >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Temporiser (suite)

Je me suis déjà interrogé sur la cohabitation (dans la Lettre du 7 mai). Je n'y crois guère : elle est difficile avec le quinquennat, il faudrait un reflux inespéré de l'électorat.

Il est vrai que les premières démarches du Président, et les premières mesures du gouvernement, même si elles sont « cosmétiques », ont de quoi réveiller certains électeurs sous anesthésie médiatique. Iront-ils jusqu'à inverser leur vote, ou à se réfugier dans l'abstention ? Le coup de pouce au SMIC, la retraite à 60 ans et son financement, les déclarations de Vincent Peillon sur la suppression des notes à l'école, de Christiane Taubira sur la suppression des tribunaux pour mineurs, de Cécile Duflot sur la dépénalisation du cannabis et, cerise sur le gâteau, la plaidoirie de Martine Aubry en faveur des « impôts supplémentaires » augurent bien de la suite. Certains réaliseront que, même quand ils se veulent prudents, les nouveaux dirigeants sont en plein délire.

*“ Mettre à profit le temps de l'opposition ”*

Le scénario d'une minorité d'opposition est plus vraisemblable. Mais quels pouvoirs pour ces quelques députés, face à une gauche qui a fait main basse sur tous les rouages, et tous les niveaux du pouvoir ? Il faudra à cette minorité s'organiser sérieusement, harceler sans doute le gouvernement, mais ne pas oublier qu'elle doit aussi préparer l'avenir. Malheureusement, la référence à une alternance libérale n'apparaît guère dans les

professions de foi qui nous sont soumises par l'UMP et les candidats. J'aurais souhaité que la droite définisse au moins un programme minimum, en retenant les quelques réformes clefs auxquelles les libéraux ne cessent de penser : retraites par capitalisation, liberté et concurrence scolaires, salaire complet, démocratie directe, libération de l'immobilier, déréglementation, entre autres. Mais le temps a sans doute manqué, et les convictions aussi ont peut-être manqué. Ce qui n'a pas été fait en mai pourra se faire plus tard. Dans toutes les grandes démocraties, les partis profitent des périodes d'opposition pour réfléchir aux erreurs du passé et redonner espoir aux citoyens. Le temps de l'opposition ne doit pas être perdu : il travaille pour la bonne cause si l'on sait l'employer. Temporiser, c'est organiser son temps en vue de la victoire future.

Comme je n'ai qu'une confiance relative dans la classe politique actuelle – comme vous tous je le déplore – je reviens au troisième scénario, qui est celui de l'émergence d'une force d'intervention libérale extérieure au Parlement. Ce sera pour nous le grand chantier de ces tout prochains mois, il ne faut pas laisser l'opposition retomber dans ses travers, qui ont permis la victoire de François Hollande. Ce travail s'impose d'ailleurs quel que soit le contexte politique immédiat. Il consiste non pas tellement à critiquer ce qui va se faire, et ce qui va faire souffrir les Français de toutes conditions, à part la nomenclatura énarquoise et syndicrate, mais surtout à ouvrir les portes sur l'avenir libéral. Cet avenir est fait d'un principe de base, et de mesures d'application. Le principe de base : la subsidiarité, c'est-à-dire la réduction de l'Etat à sa taille minimale, délimitée par les fonctions réga-

liennes elles-mêmes définies au sens le plus strict. Les mesures d'application : privatisations de tout ce qui ne concerne pas les biens et services publics, ce qui implique au passage l'abandon du « modèle social français » injuste et ruineux.

*“ Ouvrir les portes sur l'avenir libéral ”*

Les libéraux savent expliquer comment on peut se passer de l'Etat dans la plupart des domaines, ils savent démontrer que libéraliser c'est remettre l'économie sur le chemin de la croissance (alors que l'on a emprunté à ce jour des voies sans issue), mais c'est aussi rendre à tous les Français l'occasion d'exprimer leurs talents, et de tirer les justes fruits de leur travail, de leur épargne et de leur entreprise.

Couronnant le tout, nous devons persuader les Français que leur épanouissement personnel et l'harmonie sociale sont les résultats d'une société de liberté et de responsabilité.

Il y faudra peut-être du temps : Thatcher et Reagan n'ont pas émergé soudainement. Nous devons temporiser, c'est-à-dire gérer utilement le temps qui nous sépare de l'alternance libérale. « *La question pour nous est de savoir combien de temps il faut à la raison pour avoir raison* », disait Frédéric Bastiat. Comme toujours, il avait raison...il y a 160 ans.

**Jacques Garello**

## Les EURO (James) BOND

Euro-bonds : obligations émises par l'Europe, entière et solidaire. Avec les Euro-bonds, François Hollande a voulu jouer les héros et mettre fin miraculeusement à la crise de la dette et sauver l'Europe, l'euro, la croissance, et tout le reste. Oui mais Angela Merkel n'a pas cédé au charme de ce James Bond, et n'a pas voulu des euro-bonds qu'il cherchait à placer.

Derrière ces jeux diplomatiques qui opposent France et Allemagne se cache un débat de fond : faut-il mutualiser les dettes en Europe, faut-il ajouter de nouvelles dettes, communautaires cette fois, à l'océan de dettes nationales déjà existant ? Faut-il, au nom d'une illusoire relance, s'endetter encore, cette fois tous ensemble ? Rigueur ou laxisme, responsabilité ou irresponsabilité : tel est l'enjeu des euro-bonds.

### Mutualiser les dettes, donc les risques

La Nouvelle Lettre et Libres.org en ont parlé il y a trois semaines : voulant « tout mettre sur la table » lors du premier sommet européen informel, le nouveau Président français a mis en avant les euro-obligations ou euro-bonds. Il s'agit d'émissions d'obligations, donc d'emprunts, réalisés non par un seul pays (comme les dettes « souveraines »), mais par l'ensemble de la zone euro. C'est la zone euro en tant que telle qui emprunterait sur les marchés. M. Hollande n'est pas seul à proposer cette « recette miracle », destinée en apparence à résoudre la crise de la zone euro.

Il s'agit de mutualiser les dettes, donc les risques. S'agissant d'emprunts à échéances moyennes et longues, les pays les plus endettés et les plus fragilisés soit ne trouvent plus de prêteurs, persuadés de ne jamais être remboursés (cas de la Grèce), soit trouvent des prêteurs qui exigent une prime de risque, c'est à dire demandent un taux d'intérêt plus élevé, (cas de l'Espagne, du Portugal ou de l'Italie). La France elle-même, moins crédible que l'Allemagne, emprunte à des taux plus élevés que celle-ci : la différence de taux (le « spread ») mesure la différence de solvabilité et donc de confiance de la part des prêteurs.

La volonté de créer des euro-bonds signifie qu'on veut gommer les réalités économiques, celles des finances publiques, si diverses d'un pays à l'autre. C'est un essai

pour contourner la loi des marchés financiers, qui n'ont pas besoin des agences de notation pour savoir quelle est la solidité financière des différents Etats. En « mutualisant les dettes », on cherche à redonner confiance aux prêteurs en gommant les diversités de situation

### Les cigales ruinent les fourmis

C'est la mutualisation des cigales et des fourmis. Les cigales, qui ont chanté tout l'été pendant que les autres faisaient des économies pour redresser leurs finances, ce sont les PIIGS comme on dit en anglais (Portugal, Ireland, Italy, Greece, Spain). Mais les cigales sont de plus en plus nombreuses et les fourmis de moins en moins. Déjà, les plans massifs d'aide à la Grèce ont endetté un peu plus tout le monde. D'autres pays, France en tête, sont en situation fragile, avec des déficits publics encore très élevés (supérieurs à 5%), une dette qui approche 90% du PIB et des perspectives de redressement bien hasardeuses.

Le principe de la mutualisation pose un problème moral : faut-il que les fourmis, qui n'ont cessé de faire des efforts (ce n'est pas un coup de baguette magique qui a fait tomber le déficit budgétaire allemand à 1% du PIB) soutiennent les cigales ? La presse allemande n'en finit pas de critiquer les « pays du Club-Med » et les Grecs, qui « ont dansé le sirtaki » pendant que les Allemands travaillaient. C'est un système dangereux, qui consiste à affaiblir les

forts. La mutualisation des dettes, consistant à verser de l'argent emprunté par les uns dans le tonneau des Danaïdes des autres, va finir par ruiner tout le monde.

C'est également un système irréaliste, car la fragilisation progressive de la France, déjà surendettée, confrontée à l'absence de volonté réelle de réduire les dépenses publiques, fait que le poids de la dette européenne reposerait pratiquement sur la seule Allemagne. L'idée suivant laquelle « l'Allemagne paiera » nous a déjà joué des tours douloureux après la guerre de 14-18 ; c'est aujourd'hui encore une idée aussi dangereuse qu'irréaliste.

### Les partisans des euro-bonds

Evidemment cette idée des euro-bonds est populaire dans les pays endettés, trop heureux de reporter la charge sur les autres, et d'emprunter moins cher grâce à la caution des plus solvables. Mais les euro-bonds ont aussi, dans certains pays comme la France, une autre carte à faire valoir : ils serviraient aussi à financer la fameuse relance. Or, tout le monde souhaite la croissance : qui serait contre ? François Hollande a obtenu un succès sémantique avec ses odes à la croissance, mais qu'y a-t-il de concret derrière cette incantation « cosmétique » ? Peu nombreux sont ceux qui estiment que cette croissance pourrait venir de dépenses publiques nouvelles, financées par ces fameux euro-bonds. >>

## Les euro (James) Bond (suite)

D'autres enfin voient dans les euro-bonds un nouveau pas vers la construction d'une Europe politique et économique « intégrée » qui ferait marcher tout le monde au même pas, harmonisant tout et développant un budget central européen. C'est la logique ultime de cette bombe à retardement posée par Jacques Delors en créant l'euro : une seule monnaie et bientôt une seule politique. La « subsidiarité » invoquée par Jacques Delors est à l'inverse de ce que signifie ce concept : l'Europe fait tout et laisse des bribes aux Etats membres. Les euro-bonds s'inscrivent dans une dynamique centralisatrice et dirigiste.

### On ne confie pas sa carte de crédit à n'importe qui

L'Allemagne ne veut pas entendre parler de ces euro-bonds, qui, à ses yeux, enverraient un mauvais signal aux pays endettés : plus besoin de faire des efforts ! Le Président de la Bundesbank expli-

que : « On ne confie pas sa carte de crédit à quelqu'un si on n'a pas la possibilité de contrôler ses dépenses ». Si l'Allemagne devient la seule caution des euro-bonds, elle devra très vite payer des taux d'intérêt plus élevés pour ses propres emprunts. Mais il y a l'économie, mais aussi la diplomatie. La chancelière n'a pas voulu faire perdre la face au Président français. Elle a montré un intérêt poli, pour les « project bonds », de nature fort différente de celle des euro-bonds, car ici il ne s'agit plus d'emprunter pour mutualiser les dettes, mais pour réaliser des dépenses communes d'infrastructure.

Mais est-ce mieux ? C'est un retour aux « grands travaux » du New Deal et de Roosevelt. Le terme d'investissement est trompeur : il ne s'agit pas d'investissements productifs, mais publics. Sur le fond, il est stupéfiant d'envisager de guérir la crise de la dette par de nouvelles dettes : qu'elles soient européennes ne change rien au problème. On peut se

demander ce que les Allemands pourraient faire dans cette galère.

Heureusement, rien de sérieux n'a été décidé ni à Berlin ni à Bruxelles. Il a été question d'une phase d'expérimentation sur trois ans portant sur...236 millions, chiffre infime par rapport aux 800 milliards que les pays de la zone euro vont emprunter en 2012. Même avec un effet de levier, ce n'est pas en construisant une ligne tgv en Espagne ou à travers les Alpes qu'on fera repartir la croissance en Europe : il s'agissait avant tout de donner l'impression qu'on avait écouté le Président français.

Les euro-bonds, ce n'est sûrement pas 007, devenu sauveur de l'Europe, c'est plutôt 000. Ce triple zéro est mérité pour des gouvernements européens qui feraient mieux d'abandonner la ligne Delors pour revenir à la ligne Thatcher.

Jean Yves NAUDET

## La question des retraites sera mise « à plat »

*La capitalisation va-t-elle enfin émerger sous un gouvernement de gauche ?*

**C**ertes, on a beaucoup parlé de « la retraite à 60 ans ». C'était l'une des mesures les plus alléchantes et les plus stupides du candidat Hollande.

La gauche, unie jusqu'aux législatives, a salué une avancée « significative ». Les bonus accordés aux chômeurs ou aux mères de famille ont été bien accueillis. 110.000 personnes seront concernées dès cette année, et au total 20 % des salariés actuels se verraient offrir cette possibilité dans les années à venir. Il est probable que l'on voudra aller plus vite et plus loin après les élections : rendez-vous est pris en juillet.

Les organisations patronales ont protesté contre le financement :

l'accroissement de 0,5 % des taux de cotisations vieillesse représente une charge supplémentaire de plus d'un milliard d'euros dès cette année, alors que les entreprises sont exsangues.

L'UMP a souligné que la France de Hollande tournait le dos à l'Europe, où l'âge légal de départ en retraite est souvent très supérieur, jusqu'à 67 ans pour l'Allemagne par exemple.

**P**ourtant, plus importantes encore nous paraissent les déclarations de plusieurs personnalités qui envisagent sérieusement, d'ici la fin de l'année, une « mise à plat » des

retraites. On a entendu Nicole Notat parler de « réforme systémique ». Jean Claude Mailly a également parlé de « mise à plat », mais son plat est-il le même ?

**O**n va peut-être cesser de se battre sur 60, 62 ou 65, pour en venir à la vraie question : comment passer de la répartition à la capitalisation sans douleur majeure et pour le plus grand bénéfice de tous, employeurs, salariés, retraités ? Dès 2010 les techniques de transition ont été exposées par Jacques Garello et Georges Lane (tome III de « Futur des retraites et retraites du futur »). Auraient-ils été trop en avance ? Devaient-ils attendre un gouvernement de gauche ? •

## Poutine, un fin diplomate

*Son charme rayonnant a opéré à Paris, puis à Pékin, notamment sur la Syrie*

L'homme est sympathique, doté d'un charisme qui vaut bien celui de feu Khadafi. D'ailleurs, en matière de politique intérieure, ne marche-t-il pas sur les traces de Gorbachev ? Il aurait rappelé au gouvernement quantité de « libéraux », dont le rôle serait de mettre en place un programme de privatisations pour rentabiliser les entreprises industrielles russes. Lénine aussi avait mis le soviétisme en veille pour instaurer la NEP (nouvelle politique économique). Il est vrai que l'économie russe n'existe pour l'instant que par l'exportation de pétrole, de gaz et autres ressources naturelles échappant à tout impératif de productivité et de compétitivité. Un changement est nécessaire, mais la précédente vague de « privati-

sations » avait surtout été l'occasion de donner aux amis du pouvoir les dépouilles de l'ère soviétique, achetées pour rien et revendues à prix d'or.

Mais le domaine où excelle Vladimir Poutine est celui de la diplomatie, et son talent s'exprime pleinement dans l'affaire syrienne. Les deux questions que se posent les chefs d'Etats du monde entier sont : la paix civile serait-elle obtenue si Hafez El Assad quittait le pouvoir ? Une intervention armée est-elle nécessaire pour chasser le dictateur ? La diplomatie française n'a pas changé avec les élections : c'est oui – oui. La position anglaise est la même, et il semblerait qu'Obama y vienne aussi. Mais

pour Poutine à Paris cela aura été non-non, avec une netteté allant jusqu'au cynisme quand le premier ministre russe a fait remarquer que c'était bien la France qui n'avait cessé de soutenir le régime de Damas. A Pékin, c'est encore du non-non, mais en harmonie parfaite avec le régime communiste, avec d'ailleurs un bonus : l'idée d'introduire l'Iran dans une mission de « bons offices » au Moyen Orient. Comme si l'Iran était neutre en Syrie. En arrière plan de la diplomatie du Kremlin : éloigner les Occidentaux des ressources pétrolières du Moyen Orient, et empêcher les Occidentaux d'installer le bouclier anti-missile sur le territoire des anciens pays communistes d'Europe. •

## Suppression des notes dans les écoles

*Une annonce du Ministre pour enfoncer davantage les enfants en difficulté*

Dans l'annonce de Vincent Peillon, tout est faux, tout est pervers. Dans les considérants d'abord : il paraîtrait que les jeunes têtes blondes vivent un vrai cauchemar, subissent « un vrai traumatisme » quand d'aventure elles ont une mauvaise note. C'est d'ailleurs pourquoi les écoliers sont mal notés : la peur les paralyse dans leur travail. C'est à nouveau la grande idée remise à la mode par Hessel : la jeunesse est condamnée au chômage et à l'aliénation par la société de consommation. Ce qui justifie « l'indignation ».

Dans la procédure ensuite. La notation, dans les classes où elle a survécu aux experts en pédagogie, se fera par évaluation des maîtres et professeurs. En voici deux conséquences : la première c'est que les notes permettent de suivre l'éco-

lier jour après jour, donc de corriger, d'encourager et d'accompagner les enfants en amont, alors que l'évaluation intervient en aval, bien après, sans laisser à l'enfant la possibilité de se reprendre.

La deuxième, et la plus grave sans doute, c'est que la note était une information à la disposition des familles, leur permettant de voir ce qui n'allait pas, d'encourager et d'orienter leur enfant, et pour ceux qui le peuvent, de les soutenir par des révisions. Beaucoup de familles ont abandonné leurs fonctions éducatrices, s'en remettant pour cela aux enseignants, et de façon imprudente. Désormais le pont entre enseignants et familles sera rompu, surtout pour les familles qui veulent contrôler et accompagner les études et les comportements.

Mais n'est-ce pas le but de la « laïcité » militante ? L'enseignement privé se permet de suivre les enfants de près et d'associer parents et enseignants. Le système dit « Charlemagne » permet aux établissements d'envoyer directement par internet les notes aux familles, ce qui est une façon d'impliquer les parents et de démasquer toute tricherie. Les résultats sont excellents. L'enseignement public, lui, veut garder les enfants sous la seule aile protectrice de l'école laïque et républicaine. Les enfants appartiennent à l'Etat et à ses prosélytes, maintenant les notes aussi. Les écoliers qui vont essayer les plâtres, comme naguère avec la méthode globale, seront précisément ceux qui seront livrés sans contrôle ni accompagnement aux fonctionnaires – enfin libérés de la servitude de la notation. •

*Le libéralisme est présenté la plupart du temps en France sous une forme caricaturale. J'essaie de rétablir la vérité : non, le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme. Je rappelle aujourd'hui que le libéralisme n'est pas l'injustice.*

## Entre riches et pauvres l'écart se creuse

« Car on donnera à celui qui a, et il connaîtra l'abondance, mais à celui qui n'a pas on ôtera même ce qu'il a » (Saint Matthieu XXV, 29). Isolée de son contexte, et dépouillée de son sens profond, cette citation de l'Évangile traduit l'idée que les écarts se creusent sans cesse entre riches et pauvres. Les tenants du marxisme et de la lutte des classes s'y sont référés pour illustrer les méfaits du capitalisme : le prolétariat se paupérise sous l'effet de la loi du profit, principe d'une économie libérale fondée sur le droit de propriété.

Depuis longtemps les faits démentent l'idée, mais l'idée demeure. Marx a été amené à passer de la thèse de la paupérisation absolue (les pauvres s'appauvrissent) à la paupérisation relative (les pauvres s'enrichissent moins vite que les riches), puis à la paupérisation mondialisée (l'impérialisme fait disparaître la pauvreté dans les pays riches grâce à l'exploitation des nations prolétaires). Sans aller jusqu'à ces positions extrêmes, un grand nombre de personnes sont persuadés qu'il y a plus de pauvres que jamais : injustice du libéralisme.

C'est un sentiment que la réalité dément : dans les pays libres, les écarts de revenus, puis les écarts de patrimoine, se sont réduits.



Friedrich von Hayek  
1899-1992

Demeurent les dictatures où en effet tous les écarts se creusent. Globalement, les chances de vivre, de recevoir une éducation, d'être soigné, d'avoir un travail et un logement, ont été multipliées par un coefficient variant entre 5 et 20 suivant les pays, et l'on peut mesurer cette évolution positive à travers les « indices de développement humain » calculés chaque année.

## La justice, est-ce l'égalité ?

La justice est un concept attractif. Les « justes » ont toujours été donnés en exemple dans les nations civilisées. Mais s'agit-il d'une justice de comportement (le juste est celui qui a une conduite

droite) ou d'une justice d'état (est frappé d'injustice celui qui est dans une situation inférieure) ? Hayek a montré l'impossibilité de fixer sérieusement un seuil d'inégalité que l'on pourrait considérer comme juste. Le niveau zéro d'inégalité des situations est impensable, sauf à l'imposer par la force (encore l'inégalité existait-elle dans les goulags). La seule égalité pensable est celle de la dignité humaine, des droits individuels fondamentaux. Mais précisément cette dignité est indépendante de la situation de l'être humain, elle est inscrite dans sa nature, non dans sa position : elle n'a rien à voir avec la richesse, sinon la richesse du cœur et de l'esprit.

Le philosophe John Rawls, référence incontournable en matière de justice « sociale » a proposé une solution qui semble pertinente : une société a atteint un niveau juste de distribution des revenus à partir du moment où on a donné le maximum possible à ceux qui ont le minimum. Le « maximin » tient compte d'une réalité : si la société se donne un objectif de redistribution des revenus, on peut donner davantage à ceux qui ont moins jusqu'au point où la redistribution a un effet contre-productif, parce qu'elle sépare le niveau de vie et l'effort.

Le problème, c'est que personne n'a jamais su calculer ce fameux point de retournement : à quel moment fait-il cesser d'appauvrir les riches pour enrichir les pauvres ?

## Position sociale ou promotion sociale ?

Allons plus loin dans l'étude des inégalités. Ordinairement on les mesure en instantané, quitte à prendre des photos à plusieurs moments successifs : points de vue statiques ou métastatiques. C'est doublement critiquable.

D'une part, ces mesures ne tiennent pas compte de la composition des « cohortes ». Les écarts mesurés entre les gens ne sont pas les mêmes : en vingt ans l'employé a pu devenir cadre. Aux Etats-Unis, pays qui passe pour le champion de l'inégalité, on a pu mesurer qu'en l'espace de deux générations, 95 % des individus en bas de l'échelle sociale n'y sont plus et qu'un quart d'entre eux ont même atteint le niveau le plus élevé. On est toujours le pauvre ou le riche de quelqu'un, l'important pour le pauvre est de savoir s'il pourra un jour devenir riche.

D'autre part, les mesures des inégalités sont en général globales ou catégorielles : c'est la méthode des sociologues qui prévaut. Or la réalité humaine est faite d'individus, non de groupes ; la question importante est de savoir ce qu'il advient de la richesse ou de la pauvreté d'une personne tout au long de sa vie. La promotion est aussi affaire d'histoire personnelle et de responsabilité personnelle.

## S'enrichir grâce au capital humain

On a pu observer que l'origine des inégalités provient pour l'essentiel des différences de dotations en capital humain. Ce concept, popularisé par Milton Friedman, a été mis au cœur de la théorie du développement par Gary Becker, lui aussi prix Nobel.



Gary Becker  
1930-

La santé, le milieu familial, l'éducation, la formation, l'expérience, les relations personnelles, voire la beauté et la bonté, représentent le patrimoine personnel le plus précieux, celui qui expliquera les échecs et les succès, celui qui permettra la promotion sociale. Au contraire, l'aide sociale accordée au nom de la justice sociale dispense les gens d'améliorer leur capital humain, de sorte qu'ils seront vite pénalisés par les hasards de la vie, et demanderont toujours plus de « protection sociale » leur apportant de nouveaux handicaps. En revanche, comme le fait remarquer Becker, dans les pays où la famille est une cellule solide et investit énormément dans les enfants, non seulement la situation personnelle s'améliore mais la croissance économique globale s'accélère : c'est le secret des pays émergents aujourd'hui. Encore faut-il que ce capital humain puisse s'exprimer pleinement et fasse la différence : ce qui n'est pas le cas dans les sociétés abusivement redistributives (Rawls) ou dans les pays où ne peut s'exercer le droit

à l'initiative, bloqué par un pouvoir dictatorial. « *Il n'est de richesse que d'hommes* » disait Jean Bodin. Le libéralisme est un humanisme, il libère le potentiel de progrès de chaque être humain, et ce faisant il élimine la pauvreté et l'écart entre riches et pauvres.

## L'échange, source d'enrichissement

Le libéralisme a pour dimension économique le libre échange. Si les pays émergents ont réussi, c'est aussi qu'ils ont été libérés de l'obsession marxiste des inégalités. Jusque dans les années 1980, la pauvreté des nations était imputée au commerce international, spoliateur des ressources du Tiers Monde. Les recettes du développement étaient donc isolationnisme et planification. L'explosion des frontières politiques suite à la chute de l'empire communiste, les échecs cuisants de la planification en Inde ou au Brésil, le succès des idées libérales, ont permis la mondialisation.

De ce moment, la pauvreté a été vaincue pour un bon tiers de l'humanité – reste un dernier tiers sans doute. Est-ce surprenant ? L'échange permet le service mutuel. Ce que d'aucuns présentent comme du « dumping » (social, fiscal, ou environnemental) n'est en fait que l'offre de services faite par des pauvres à des riches pour leur permettre à leur tour de s'enrichir. En échange de « l'exploitation » des pays entiers ont pu sortir de la misère, et la situation d'un très grand nombre a pu s'améliorer. La richesse a pour fondement la mutualisation des services entre personnes aux moyens, aux besoins différents. L'échange ouvre les esprits et les cœurs, il enrichit et rapproche tout le monde. ●



## Fred Aftalion

### Pourquoi ne pas le dire ?

Fred Aftalion est vice-président de l'ALEPS, et il écrit régulièrement dans notre bulletin trimestriel « Liberté Economique et Progrès Social ». Il a décidé de nous proposer un choix des textes récents qu'il a écrits sous le titre « Pourquoi ne pas le dire » ?

Ce titre importe : à l'heure actuelle la pensée unique a pris une telle place que trop de gens n'osent pas dire la vérité. Fred Aftalion se fait au contraire un devoir de rappeler quelques évidences, et de proposer une lecture fidèle de la société contemporaine. Il utilise à cet effet une plume élégante, et un humour tout à fait britannique et distingué.

Ingénieur, président d'une grande entreprise chimique, Fred Aftalion est un libéral de longue date. Il a été vice-président de la prestigieuse Société du Mont Pèlerin et a reçu Hayek et les principaux orateurs d'un meeting de la MPS organisé à Paris en 1984 : à cette époque Jacques Chirac était ultra-libéral !

Fred Aftalion, lui, n'a pas changé. Il rappelle les limites de la démocratie et les relations ambiguës de l'élu avec les électeurs. Les promesses sont néfastes et peuvent faire basculer les élections. Pourtant, l'élection de Reagan et de Thatcher au début des années 1980 a énormément changé la donne économique. Cela a été le début de la révolution libérale. Mais il faudrait s'approprier la formule de Benjamin Constant : « Que l'Etat se borne à être juste, nous nous chargerons d'être heureux ».

Fin connaisseur du milieu industriel, Fred Aftalion fait un panorama de ce monde en France. Nous avons quelques grandes entreprises qui ont réussi dans le monde comme l'Oréal, Total, Michelin ou Air Liquide. Mais la plupart des géants du CAC 40 ont à leur tête des patrons issus du même moule : de l'ENA ou des grandes écoles de commerce. Il existe ainsi une trop grande connivence avec les politiques, le pantouflage étant une tradition française... L'Etat est trop présent dans l'univers des entreprises : « *Pourvu seulement que l'Etat se contente de punir les fraudeurs et ne se mêle pas de régenter un ensemble...* », écrit-il avec justesse.

Très intéressantes aussi les pages consacrées à la place des femmes dans la société politique et pas seulement. Avec humour, l'auteur rappelle que la seule prolétaire que Marx ait jamais fréquentée a été sa servante devenue sa maîtresse... Au-delà du politiquement correct, la femme devrait jouer un rôle plus important.

Enfin, l'auteur attaque les ayatollahs de l'écologie, « *Ces verts qui nous font broyer du noir* ». Homme de science, l'auteur sait de quoi il parle. OGM, nucléaire, ressources naturelles, les écologistes nous racontent des bobards et les font avaler à la population avec la complicité des médias. A leur égard, on devrait appliquer le...principe de précaution !

Fred Aftalion nous incite enfin à nous battre pour les libertés individuelles et pour une économie ouverte : « *Puissent tous ceux qui furent mal gouvernés réapprendre à se gouverner eux-mêmes et pour cela, exiger de l'Etat qu'il leur restitue les sommes qu'il prélève sur eux* ». Puisse-t-il être entendu !

**Bogdan Calinescu**

*Pourquoi ne pas le dire ? Ed. du Trident, Paris, mai 2012*



**Le professeur Jean Yves Naudet**, directeur du Centre de Recherches en Ethique Economique à l'Université Aix-Marseille, vous invite à participer au

### 19ème colloque du Centre d'Ethique Economique les 21 et 22 juin 2012

Salle des Actes de la Faculté de Droit et de Science Politique  
3, avenue Robert Schuman,  
13638 Aix en Provence Cedex 1

### Quelle réponse éthique à la crise économique et sociale : modèle mutualiste et coopératif et/ou modèle actionnarial ?

Renseignements et inscriptions

Tél : 0442172873

Mail : [centre-ethique@univ-cezanne.fr](mailto:centre-ethique@univ-cezanne.fr)

Site : [www.centre-ethique.univ-cezanne.fr](http://www.centre-ethique.univ-cezanne.fr)



### Pourquoi les libéraux ne doivent pas baisser les bras

Sur ce thème **Philippe Chamoux** et **Henri Lepage** organisent dans le cadre de l'Institut Turgot une réunion

**Judi 14 juin**

dans les locaux du 35 Avenue Mac Mahon ( Paris 75017)

**avec pour invité le Professeur Franck Debié,**

ancien directeur général de la Fondation pour l'Innovation politique, aujourd'hui fonctionnaire au Secrétariat général du Parlement européen.

Inscriptions limitées, buffet et participation aux frais 10 € - Renseignements [www.infoturgot@gmail.com](mailto:www.infoturgot@gmail.com)